

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Industrial Vehicles & Machinery Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
7B1, Place du Portage, Phase III
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Conteneurs de stockage d'explosifs		
Solicitation No. - N° de l'invitation W8486-136120/A		Amendment No. - N° modif. 006
Client Reference No. - N° de référence du client W8486-136120		Date 2012-12-20
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HS-597-61462		
File No. - N° de dossier hs597.W8486-136120	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-01-03		Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Bourassa, Chantal		Buyer Id - Id de l'acheteur hs597
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-6763 ()		FAX No. - N° de FAX (819) 956-5227
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Cette modification a pour but de fournir les questions et réponses suivantes traduites de l'anglais vers le français:

Question 1:

Nous nous opposons à la décision que les exigences techniques du marché soient orientées vers un fournisseur privilégié en demandant des conteneurs de 30 kg au lieu de conteneurs de 15 kg, en dépit du fait qu'il n'y a pas de différence pratique entre ces produits.

Réponse 1:

Dans l'AO la charge admissible de poids net d'explosifs (NEQ) par conteneur varie de 30-35kg. Le nombre de conteneurs et les NEQ nécessaires sont fondés sur les exigences de charge et les temps de réponse et ne peuvent pas être plus bas que 30 kg.

Question 2:

Nous nous opposons à la décision d'exiger que les conteneurs de stockage d'explosifs de 30 kg soient placés dans un espace limité, sur la base que cette exigence semble être choisie pour favoriser les conteneurs d'explosif produit par un fournisseur privilégié. L'AO a une empreinte qui est considérablement inférieure à ce qui nous a été communiqué et le nombre de conteneurs de stockage d'explosifs de 30 kg a augmenté de 7 à 10 conteneurs. Le fournisseur privilégié peut placer exactement 10 conteneurs de stockage d'explosifs d'après la taille de leurs conteneurs de stockage d'explosifs, la taille de la dalle de béton et la distance entre les conteneurs demandés dans la DDP.

Réponse 2:

Le besoin du Canada est tel qu'indiqué dans l'AO puisque le site est limité physiquement à son emplacement et ne peut pas être augmenté.

Question 3:

Nous nous opposons à la décision d'établir le calendrier pour l'achat d'une manière qui favorise le fournisseur privilégié en s'assurant que tous les autres fournisseurs ne peuvent pas obtenir l'approbation DDESB à temps pour la soumission, même si une telle approbation pourrait être facilement obtenue et fournie bien avant la date de livraison demandée des conteneurs de stockage d'explosifs. Permettre à tous les soumissionnaires d'obtenir l'approbation DDESB avant la livraison des conteneurs de stockage d'explosifs ouvrirait le niveau de concurrence et ne favoriserait pas un soumissionnaire en particulier.

Réponse 3:

Les délais se rapportent directement à la responsabilité et à l'obligation de diligence raisonnable du MDN pour être en conformité avec les règlements ministériels de sécurité des explosifs. Ces contraintes de temps sont axées sur les opérations pour s'assurer que la responsabilité actuelle assurée par le Chef d'état-major de la Défense nationale et le sous-ministre de la Défense nationale est levée au plus tard Novembre 2013.

Question 4:

Nous nous opposons à la décision d'exiger que l'approbation DDESB soit fournie avec le document de soumission tandis que l'approbation canadienne DREM soit fournie lors de la livraison seulement. Il n'y a aucune raison légitime d'exiger que les approbations DDESB et DREM soient fournies à des dates différentes, sauf pour s'assurer que l'achat est limité à un fournisseur privilégié.

Réponse 4:

L'obligation pour les soumissionnaires de fournir la certification DDESB avec la soumission et de permettre aux soumissionnaires d'obtenir l'approbation à DREM après l'octroi du contrat est de permettre la participation d'entreprises qui offrent des produits non connus au Canada /MDN qui répondent à toutes les autres exigences.

Question 5:

Nous nous opposons aux exigences d'approbation de DDESB. Nous notons les normes de sécurité de la clause 1.1.2.2 (ii) de la DDP (marge de sécurité de 37% au-dessus de la capacité nominale) sont plus strictes que les normes de sécurité DDESB (marge de sécurité de 25% au-dessus de la capacité nominale). Par conséquent, l'exigence que les conteneurs de stockage d'explosifs obtiennent la norme de sécurité plus rigoureuse de l'AO rend l'exigence de l'approbation DDESB discutable et remet en question la nécessité de maintenir cette exigence non pertinente. Nous pourrions facilement obtenir l'approbation exigée de la DDP pour les conteneurs de stockage d'explosifs, bien avant la date de livraison du 15 Octobre 2013.

Réponse 5:

1. L'autorisation d'usage au Canada - Ceci sera faite par DREM une fois qu'une copie de la certification DDESB pour les conteneurs des soumissionnaires leur soit remise. DREM n'approuveront pas un conteneur qui n'a pas de certification DDESB; et

2. L'octroi de permis pour le stockage des explosifs (pour un site spécifique): Ceci est menée par le l'officier technique de munitions L1, conformément aux règlements actuels sur les permis actuels. Pour ce besoin, la quantité minimum nette d'explosifs par conteneur est de 30 kg. Pour ce besoin la nature des explosifs étant stockés par le Canada exige du responsable des permis qu'il utilise un rapport de 1,37 / 1 comme équivalence TNT, telle qu'identifié dans l'appel d'offers. Les conteneurs ayant été préalablement certifiés avec une équivalence TNT de 1,25 / 1 doivent avoir leur capacité de stockage réduite mathématiquement au rapport de 1,37 / 1. Après que cette conversion est effectuée la compagnie doit soumettre une lettre avec leur soumission indiquant que le conteneur a la capacité de stocker un minimum de 30 kg selon le rapport de 1,37 / 1.

Question 6:

Nous nous opposons au fait que TPSGC ne permet pas suffisamment de temps pour les fournisseurs potentiels de préparer et de soumettre leurs soumissions et nous nous opposons à la

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8486-136120/A

Amd. No. - N° de la modif.

006

Buyer ID - Id de l'acheteur

hs597

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8486-136120

File No. - N° du dossier

hs597W8486-136120

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

décision de TPSGC de préparer, concevoir ou structurer l'approvisionnement afin d'éviter les obligations de marchés publics du Chapitre dix de l'ALENA.

Réponse 6:

Ces échéanciers sont établis afin de maintenir l'efficacité opérationnelle et ne peuvent être prolongés.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS ET CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.